



UNION NATIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

263, RUE DE PARIS
CASE 549 – 93515
MONTREUIL CEDEX

FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION, DE
LA RECHERCHE ET
DE LA CULTURE

Montreuil, le 21 janvier 2020

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale
110, rue de Grenelle
75007 PARIS

Nos réf. : PD/CP/CJA n°20-20

Monsieur le ministre,

Depuis la rentrée de 2019, la réforme de la voie professionnelle se met en place.

Elle inclut de nouveaux dispositifs dont la co-intervention pour les classes de CAP et de Bac pro au niveau des entrants.

Après ces quelques mois de pratique de la réforme, les collègues expriment le besoin de plus de concertation pour faire face à la difficulté qu'ils ont pour appréhender ce nouvel enseignement qui alourdit leur travail. Il serait indispensable de permettre cette concertation de manière hebdomadaire.

Suite à la demande des organisations syndicales, les premières heures sur les deux semaines à la rentrée de septembre ont été banalisées. Dans certaines académies voire dans certains établissements, les collègues ont obtenu une banalisation des heures pour la concertation à chaque retour de vacances.

La CGT Éduc'action vous interpelle aujourd'hui sur la nécessité de permettre, a minima, l'extension de ces mesures à l'ensemble des établissements.

Nous considérons que ce serait plus équitable et permettrait une amélioration des conditions de travail pour l'ensemble des enseignants.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que plusieurs de nos collègues ont été évalués lors de leur rendez-vous de carrière pendant une séance de co-intervention. Or nous estimons que cette séance qui se fait en présence de deux collègues est préjudiciable et que cette situation est porteuse de risques psycho-sociaux.

Nous vous demandons de mettre en place un cadrage national afin d'éviter cette situation, en enjoignant aux inspecteurs de l'Éducation nationale de programmer les rendez-vous carrière sur des heures disciplinaires.

En restant à votre disposition pour tout échange et dans l'attente de votre réponse, soyez assuré, Monsieur le Ministre, de notre attachement au service public d'éducation.

Patrick Désiré
Secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Patrick Désiré', enclosed in a simple oval shape.